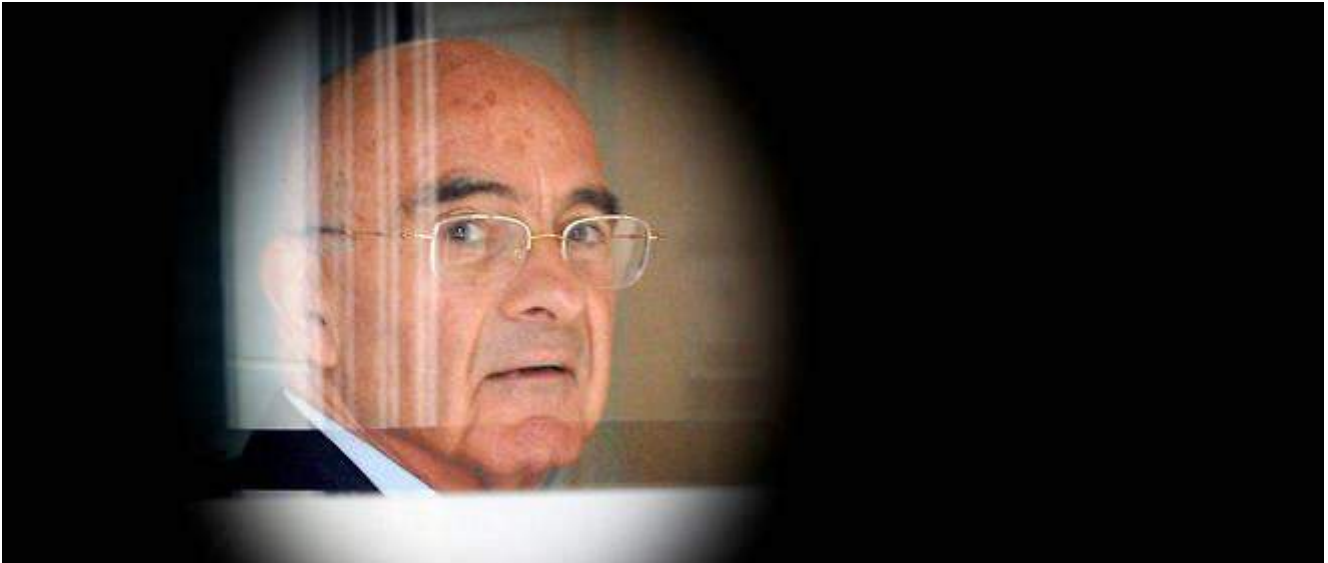


Général Rondot, révélations sur un agent de légende

Actualité Edition abonnés

S.A.S. Otages du Liban, Carlos, attentat de la rue Marbeuf, moines de Tibhirine... La vie du général Rondot, alias Max, se mêle à l'histoire de notre pays.

Par Jean Guisnel Publié le 16/03/2018 à 13:27 | Le Point



Archétype. Durant plus d'un demi-siècle, il a incarné le renseignement à la française. Son terrain de prédilection fut le Moyen-Orient, dont il connaissait tous les rouages et tous les acteurs. On ne découvrira son visage qu'au moment de l'affaire Clearstream. © MARTIN BUREAU/AFP

Dans la nuit du 25 au 26 décembre 2017, à Fléty, dans la Nièvre, s'éteint le général de brigade et agent de renseignement Philippe Rondot, nom de code « Max ». Sous bien des cieus, mais surtout dans les mondes arabes et musulmans, il incarne l'histoire secrète de notre pays. Une légende... Pour comprendre ce destin d'exception, il faut s'attacher au père, Pierre Rondot, arabisant, spécialiste incontesté du Levant et de tout le Moyen-Orient, saint-cyrien comme son fils. Professeur à Sciences po et au Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes (Cheam), Pierre Rondot forme son fils unique aux subtilités de l'Orient. « Les samedis, les dimanches, tous les repas de famille se déroulaient en présence de personnalités syriennes et libanaises », raconte un des condisciples de Rondot au collège Sainte-Geneviève, à Versailles. Philippe a pour ce père érudit une véritable dévotion.

Comme tous les saint-cyriens de la promotion Bugeaud (1958-1960), le jeune sous-lieutenant part dès sa sortie pour l'Algérie. À son retour, il passe par l'école d'application de l'infanterie à Saint-Maixent, où il se fait moins remarquer par ses exploits sportifs que par son cabriolet Triumph et son talent pour faire entrer, la nuit venue, des jeunes femmes dans l'enceinte du quartier Marchand. « C'était plus pour se marrer que pour le vice ! » rigole Jean-Louis Dufour, camarade de promotion. Quand il sort de Saint-Maixent en juillet 1962, les services spéciaux sont dans sa ligne de mire, mais il passe d'abord par les troupes aéroportées, rejointes au 9^e régiment de chasseurs parachutistes, à Toulouse. Il porte volontiers le béret rouge des paras, qui restera sa fierté, mais moins d'un an plus tard, il est déjà à Cercottes (Loiret), la base des clandestins du service Action du Sdece et du 11^e régiment parachutiste de choc. Sur un mur de la salle d'instruction où le colonel Paul Paillole, légende vivante du renseignement français, forme les impétrants aux subtilités du contre-espionnage, une affiche les prévient : « Garde le silence et le silence te gardera. » Alors que ses condisciples ne pensent déjà qu'à commander, à diriger des hommes, Philippe Rondot, qu'on appelle désormais Max, ne rêve que d'opérations clandestines. On l'envoie dès 1966 à Bucarest (Roumanie). Sous couverture d'un poste d'attaché de défense adjoint, il est le représentant du Sdece. Il a 30 ans, est marié avec Michèle, rencontrée au service. Le couple communique par l'intermédiaire d'une ardoise pour échapper aux oreilles de la Securitate (la police secrète roumaine). De quoi alimenter sa paranoïa, d'autant que le séjour à Bucarest se termine mal...



Les vrais amis. En 2008, en route vers la cuvette de Diên Biên Phu, avec ses deux camarades de promotion de Saint-Cyr, Jacques Dewatre (au centre) et Christian Quesnot (à dr.). © collection particulière/DR

En 1967, un problème survient : à la caserne Mortier, siège parisien du Sdece, on ne s'explique pas une absence de plusieurs heures du capitaine Rondot. A-t-il été « retourné » par une accorte agente de Ceausescu ? Dans cette période où les services français sont soupçonnés par la CIA d'abriter une taupe soviétique, le doute est une preuve suffisante pour marquer Rondot au fer rouge. Cet épisode est pourtant cocasse, comme le savent ses proches : « filoché » par le contre-espionnage roumain, l'éternel étourdi a oublié les clés de son appartement dans son bureau à l'ambassade. Il prend alors une chambre d'hôtel et n'en ressort qu'au bout de la nuit, lorsque ses surveillants ont lâché prise. Sa version ne convainc pas le service. Il est rappelé à Paris et « mis sur la touche ». Pas viré... Position confirmée en 1969 par le nouveau directeur Alexandre de Marenches puis par Jeannou Lacaze, le directeur du renseignement à partir de 1971. « Il n'y avait pas d'autre option que de faire réellement sortir Rondot du service, estime Michel Roussin, alors directeur de cabinet de De Marenches. Mais des garanties furent prises pour que son avancement militaire ne soit pas compromis et il fut mis en disponibilité. » De Cercottes, Max part pour des missions secrètes.

Rondot aurait pu retourner dans l'armée, y prendre des responsabilités. Mais non... « Le commandement ne l'intéresse pas », regrette un ami cher qui comprend que cet homme-là ne suivra jamais que sa propre route. « L'organisation, la gestion des hommes, ce n'était pas son truc. Il travaillait seul », confirme Jean Heinrich, son « bazar » (élève de la promotion suivante) et premier chef de la direction du renseignement militaire (1992-1995). Un autre de ses interlocuteurs durant des décennies a une belle métaphore : « Il était un danseur solitaire. Au temps des chalutiers, il pêchait au harpon. À certains égards, pourtant, ce mode de fonctionnement ne pouvait plus suffire. » Alors, Philippe Rondot l'intello se remet aux études, écrit ses premiers livres, prépare sa thèse de doctorat sur « les projets de paix arabo-israéliens » (1947-1978), qu'il soutiendra en 1980 devant Jacques Vernant. Il s'installe au Centre d'études de politique étrangère, puis au Cheam si cher à son père, mais n'abandonne pas le monde du secret, établissant notamment un canal occulte entre le secrétaire général de l'Élysée Jean François-Poncet et le dirigeant de l'OLP Yasser Arafat. À la suite d'une rencontre avec Jean-Louis Gergorin, qui prend la tête du Centre d'analyse et de prévision (CAP) du Quai d'Orsay en 1979, il rejoint la cohorte des analystes, parmi lesquels un certain Dominique de Villepin...



Arrestation de Carlos au Soudan © ABD RABBO/SIPA

En juillet 1980, sous couvert du CAPS et avec l'accord du général Bertrand de Montaudouin, chef de l'état-major particulier de Valéry Giscard d'Estaing, il est envoyé à Bagdad, où Saddam Hussein vient de déclencher une guerre contre l'Irak, grâce à des achats massifs d'armes françaises : « Il connaissait tout le monde en Irak et avait pour mission de donner des conseils intelligents aux Irakiens », glisse un témoin de cette époque. Interdit de s'approcher à moins de 80 kilomètres du front, Rondot ne suivra pas la consigne. C'est lui qui apprend aux Irakiens à utiliser le char AMX AuF1, un monstre tirant des obus d'artillerie de 155 millimètres, contre l'infanterie iranienne, en « tir tendu ». Massacres garantis. En 1991, toujours en Irak, il met en relation la CIA

et les services secrets irakiens, rôle précieux pour lequel il est récompensé trois ans plus tard, quand la CIA lui transmet les éléments permettant de localiser le terroriste Ilich Ramirez Sanchez, alias Carlos, au Soudan, puis de l'amener devant la justice française. Son instinct l'avait déjà conduit tout près du terroriste en Libye ou au Venezuela à la fin des années 1970. Mais, chaque fois, les desseins justiciers de Rondot avaient été bloqués par ses chefs, au service ou à l'Élysée. Il acceptait cette règle du jeu...

Durant toute sa carrière, Max demeure un expert incontesté des mondes arabo-musulmans. Envoyé à Beyrouth dès 1974, lors de la crise palestinienne qui débouchera sur une terrible guerre civile, il est chez lui dans la capitale libanaise, et suit au plus près les affaires palestiniennes. « Beyrouth était bordélique. Je devais y rencontrer des gens, recruter des sources, nous a raconté Rondot bien des années plus tard. Mon père me donnait des noms, j'ai reçu ce carnet d'adresses en naissant ! » Malgré ce fabuleux héritage, il lui faut des contacts nouveaux. Son physique passe-partout est parfait pour se faire prendre pour un autre. Un journaliste, par exemple. À l'hôtel Méditerranée de Beyrouth, le correspondant de l'AFP au Liban Pierre Bayle, en poste de 1980 à 1982, assiste à un congrès de l'OLP, quand il distingue « parmi les hirsutes de tous poils, un type en costard beige, cravate et lunettes foncées, qui se présente à moi comme un confrère. Je me dis qu'il a un drôle de look ! En fait, c'était Rondot. J'avais entendu parler de lui et je venais de lire son *Que-sais-je ?* sur la Syrie... »



Liban : libération des derniers otages © ZIHNIUGLU METE/SIPA

Au début de la décennie 1980, Max a beau ne plus être officiellement espion, il continue de faire des merveilles. François Heisbourg, conseiller diplomatique du ministre de la Défense Charles Hernu à partir de 1981, est subjugué par la qualité des informations dont il lui fait part. Il n'oubliera jamais le 21 avril 1982, veille de l'attentat de la rue Marbeuf : « Philippe entre dans mon bureau et m'annonce que le lendemain à 9 heures un attentat se produira devant le siège du journal *Al Watan al Arabi*. Il me donne le nom du Syrien qui l'a organisé et j'en avertis aussitôt le Bureau de la lutte antiterroriste, qui rassemble les différents ministères concernés. » Des inepties bureaucratiques empêchent que l'information soit traitée, et l'attentat fait 1 mort et 63 blessés. « Trente-six ans plus tard, cette histoire continue de me faire gerber ! » s'emporte Heisbourg. Une autre source confirme l'histoire, rapportant que Rondot l'a alerté, cette fois-ci au ministère des Affaires étrangères. « J'ai transmis l'information par les bons canaux, mais elle n'a pas été suivie d'effets, peut-être pas prise au sérieux. » L'époque n'est pas facile pour Rondot. Est-ce une coïncidence si, au printemps 1982, le service de contre-espionnage que dirige le colonel Jean-Luc Moreau à la DGSE – nouvelle appellation du Sdece – s'acharne contre lui, exigeant que toutes les habilitations qui lui permettent de conduire des missions secrètes lui soient retirées ? « Il se fâche alors, et part chez lui dans le Morvan. C'est Cincinnatus à Fléty... » observe, navré, un témoin.

Blanchi

Après l'attentat de la rue des Rosiers, le 9 août 1982 (6 morts, 22 blessés), les autorités souhaitent le réactiver. Une enquête de sécurité « blanchit totalement » Rondot de toute vilenie passée, confirme au *Point* l'un des investigateurs. Max revient en grâce et doit trouver une solution pour faire cesser les opérations sur le sol français du Fatah-Conseil révolutionnaire, groupe dissident de l'OLP dirigé par Abou Nidal. Rondot commence par obtenir de Saddam Hussein qu'il l'expulse d'Irak, avant de le rencontrer en personne à Alger en 1985, en compagnie d'un dirigeant de la DST, Raymond Nart. Abou Nidal n'organisera plus d'attentat en France...



Il fait son cinéma. En 2008, Canal + diffuse le film « Résolution 819 » sur la traque des criminels de guerre dans les Balkans. Rondot participe au scénario et y apparaît quelques secondes dans son propre rôle. Il se pinçe le nez, donnant ainsi l'ordre d'arrêter un suspect. © DR

Quand il devient « conseiller du directeur » de la DST, déclare Yves Bonnet, cette arrivée inattendue d'un militaire parmi les policiers du contre-espionnage répond à une urgence. « Lorsque les attentats d'origine moyen-orientale sont survenus, nous étions de bons connaisseurs de la sécurité intérieure, mais sans véritable éclairage sur les affaires terroristes, explique Jean-François Clair, alors chef de la division antiterroriste. Nous n'avions pas de connaissance des pays concernés ou de leurs autorités. Il nous a présenté des gens, nous avons pu établir des relations en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Il ne composait pas avec ses interlocuteurs mais les mettait en confiance ! » Là se trouve peut-être l'un des secrets de Philippe Rondot, capable de parler à tous. Représentant de la DGSE à Sarajevo quand Max traquait dix ans plus tard les criminels de guerre dans la région, Arnaud Danjean avait été saisi par son adaptation au monde des Balkans : « Il avait un jugement rapide et très juste sur les gens, traitait avec les chefs d'État et les Premiers ministres en faisant preuve d'un grand sens politique et d'une sûreté de jugement exemplaire. Il gagnait si bien la confiance de gens tortueux que ça en devenait vertigineux ! J'ai d'autant moins compris qu'il se soit laissé embarquer dans l'affaire Clearstream... »

En 1996, lorsque survient l'enlèvement des moines de Tibhirine par le GIA algérien, Philippe Rondot met ses réseaux au service de leur libération, sans succès. Il propose même d'être personnellement échangé contre les religieux. Il resta d'autant plus marqué par l'assassinat des moines que son père, toujours vivant à cette époque, était resté très attaché à l'Église chrétienne d'Algérie, rendant régulièrement visite aux moines. Après leur mort, c'est Philippe qui alla remettre au cardinal Jean-Louis Tauran, au Vatican, des « éléments tangibles » permettant d'appuyer leur béatification. Elle fut effective le 26 janvier 2018, un mois jour pour jour après le décès de Philippe Rondot.



L'assassinat des moines de Tibhirine © LA VOIX DU NORD/SIPA

À l'époque du drame de Tibhirine, l'un des concurrents de Philippe Rondot dans la relation secrète avec les services algériens se nomme Jean-Charles Marchiani, l'homme de Charles Pasqua, lui aussi ancien du Sdece. Ils ont travaillé ensemble, notamment pour faire libérer les otages au Liban en 1988, mais Rondot a la dent dure pour son condisciple : « Il voit les gens se déchirer et au bon moment, il plonge et ramasse », nous déclarait-il en mai 2012. Inimitié durable entre ces deux figures que tout oppose... Des années plus tôt en Libye, Rondot était venu négocier la libération des otages enlevés en 1987 au large du Liban sur le « Silco », cette fois avec Ibrahim Bichari, patron des services secrets de Kadhafi. L'émissaire français de la DST découvre que Jean-Charles Marchiani et Lucien Bitterlin, vieux de la vieille des réseaux gaullistes les plus sulfureux, sont arrivés sur place avant lui. « Je dis alors à Bichari : "Mais que font-ils là ? Je suis l'État !" » nous racontera-t-il. En 2002, lorsqu'il faudra faire sortir d'Espagne des agents Alpha du service Action qui s'étaient fait prendre (avec leurs armes) lors d'une mission clandestine d'entraînement, qui va s'y coller ? Rondot, celui sur lequel l'État secret peut effectivement se reposer ! Quand le général Jean-Louis Georgelin, alors chef d'état-major particulier de Jacques

Chirac à l'Élysée, lui demandera de tirer les agents de ce faux pas, il n'hésitera pas une seconde : « Personne ne voulait s'en occuper, lui seul a eu le courage de le faire, sans discuter ! » témoigne Georgelin.

Est-il pour autant un bon soldat docile ? « Il voulait être placé sous ma seule autorité, tout en demeurant indépendant, sans personne entre nous, s'amuse un ancien directeur de la DGSE qui souhaitait le faire revenir au service. C'était difficilement envisageable. » Max aime prendre des libertés avec les consignes. Voire s'en passer. Quand il traque les criminels de guerre en Bosnie, dans les années 1990, un jeune officier de la Direction du renseignement militaire, Christophe Gomart, l'accompagne : « Avait-il des instructions ? Je n'ai jamais vraiment su... Il était CROS [conseiller pour le renseignement et les opérations spéciales] au cabinet du ministre Pierre Joxe, commandait quand il le voulait un avion du gouvernement et nous emmenait. Je ne sais pas s'il en rendait compte à quiconque ! Je retiens surtout qu'il m'a dit un jour : "J'ai adoré ma vie" ! » Rondot n'en fait aussi qu'à sa tête avec son copain Gérard de Villiers, auteur de la très renseignée série d'espionnage SAS, décédé en 2013. « Philippe Rondot a donné sans autorisation à son ami des informations qui lui ont permis de décrire des opérations bien réelles du service Action », s'étrangle un ancien cadre dirigeant de la DGSE. Mais l'intéressé s'en défendra, nous expliquant après la mort de Gérard de Villiers : « Je ne lui ai jamais parlé de mes activités. Il ne souhaitait obtenir que des éléments d'ambiance, des éclairages. Mais il ne voyait pas que moi dans les services. » Naïf en politique. Philippe Rondot n'aurait sans doute rien eu à regretter s'il n'y avait eu l'affaire Clearstream, sombre escroquerie au renseignement, qui vit ses amis Dominique de Villepin et Jean-Louis Gergorin lui confier une enquête qu'il n'aurait pas dû accepter. Son visage, resté anonyme pendant des décennies, fut exposé. Les juges d'instruction saisirent et lurent les lettres d'amour de ses parents, alors que lui-même n'avait jamais osé le faire. Ils firent fouiller le caveau de famille pour vérifier que Philippe Rondot n'y avait rien caché. Pour cet homme de principes, ce fut un déshonneur tragique. Il ne s'en remit jamais. « Son respect de la hiérarchie et de l'État l'a conduit à la cécité », regrette son camarade de promotion Christian Quesnot.



Le déshonneur de l'affaire Clearstream © FACELLY/SIPA

Naïf en politique, mais surdoué en renseignement, Rondot faillit y laisser la vie lors de sa dernière mission pour le Quai d'Orsay en octobre 1984, dans la plaine de la Bekaa, au Liban. Devant un jour monter dans une Jeep avec des contacts, il exige de prendre la place du mort à l'avant, à droite du chauffeur. Ses accompagnateurs refusent. Lorsque la Jeep saute sur une mine, les deux hommes sont déchiquetés tandis que Rondot s'en sort avec quelques poils roussis. Pour ces métiers, il faut du talent. Mais aussi, parfois, un peu de baraka...

Dans les pas du père



Dans les pas du père. Saint-Cyrien, directeur du Cheam, le général Pierre Rondot a initié son fils aux enjeux internationaux. © Collection particulière/DR

Général Pierre Rondot Saint-Cyrien, directeur du Cheam, le père de Philippe l'a initié aux enjeux internationaux.



Jusqu'à l'affaire Clearstream, cette photo était la seule connue de l'agent « Max ». © AFP

Général Philippe Rondot Jusqu'à l'affaire Clearstream, cette photo était la seule connue de l'agent « Max ».

Son nom est « Max »

1936 Naissance à Nancy.

1958 Saint-Cyr.

1963 Entrée au service Action du Sdece.

1966-1967 En poste à Bucarest.

1985 Rejoint la DST.

1991 Conseiller renseignement et opérations spéciales de Pierre Joxe.

1993-1997 Retour à la DST.

1997 Retour au ministère de la Défense avec Alain Richard puis Michèle Alliot-Marie.

2005 Retraite.

2017 Mort à Fléty (Nièvre).

Ses missions



Guerre Iran-Irak © PRESIDENTIAL PALACE / AFP

1980 Guerre Iran-Irak Dès le début du conflit, la France est au côté de Saddam Hussein. Rondot, sur le terrain, conseille l'armée irakienne et renseigne Paris.

1982 Attentat de la rue Marbeuf La veille, « Max » informe les autorités de l'attentat. Il connaît le commanditaire, le lieu, l'heure. Il ne sera pas entendu.

1988 Liban : libération des derniers otages Grâce aux agents Rondot et Marchiani, Jean-Paul Kauffmann (photo), Marcel Carton et Marcel Fontaine rentrent à Paris le 5 mai.

1994 Arrestation de Carlos au Soudan Après des années de traque et grâce aux renseignements fournis par la CIA, Rondot et la DST enlèvent l'ennemi public numéro un.

1996 L'assassinat des moines de Tibhirine C'est son grand échec. Malgré ses efforts, les moines sont massacrés. Il contribuera à leur béatification par l'Eglise catholique.

2006 Le déshonneur de l'affaire Clearstream Son enquête sur les dessous de l'escroquerie au renseignement a mis au jour ses fameuses notes secrètes. Il ne s'en remettra pas.

Quand Rondot surveillait les écolos

On le sait peu : avant que les services français fassent exploser le « Rainbow Warrior » en juillet 1985, c'est Philippe Rondot qui, avec le service Action, s'était chargé de bloquer les protestataires. Alors qu'à plusieurs reprises des voiliers chargés de militants écologistes avaient cherché à se rendre sur l'atoll de Mururoa, ils en avaient été empêchés par de multiples incidents : sucre versé dans les réservoirs, arbres d'hélice endommagés, quarantaine sanitaire imposée à un équipage par le Premier ministre des îles Cook... Durant des années, Philippe Rondot a ainsi organisé ces « mésaventures » depuis la Nouvelle-Calédonie, ni vu ni connu.